Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 13 (1997)

Buchbesprechung: Notes et comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

NOTES ET COMPTES RENDUS

«La Fraternelle» de Saint-Claude (Jura français): coopération, maison du peuple et mémoire ouvriere

Charles Heimberg

■ Alain Mélo, ***Une maison pour le peuple à Saint-Claude (Jura). 1880-1940,*** Saint-Claude, Editions de La Fraternelle, 1995, 112 pages.

Parmi les hauts lieux de la coopération socialiste au tournant du siècle, on retrouvait au tout premier plan «La Fraternelle» de Saint-Claude, un bourg haut-jurassien proche de Genève et spécialisé notamment dans la diamanterie et la fabrication de pipes[1]. Au départ, l'initiative d'un groupe de pionniers diamantaires a mené à la première constitution d'un syndicat. Et le mouvement ouvrier sanclaudien s'est constitué et renforcé autour de la personnalité d'Henri Ponard, futur député du Jura. C'est dans ce cadre qu'une coopérative de consommation, fondée en 1881 déjà à l'initiative du Cercle ouvrier local, s'est finalement retrouvée – en 1896 et après bien des polémiques – dans le giron du courant socialiste et de ses militants. Cela lui a permis de développer une forme très originale et assez exemplaire de coopération qui était basée sur la socialisation des bénéfices et le renoncement à toute forme de dividendes pour ses membres. C'est ainsi qu'est née ce que certains ont appelé «l'Ecole de Saint-Claude» en matière de coopératives de consommation, soit la vitrine d'un mouvement ouvrier local des plus riches.

Sur le plan des bâtiments, c'est l'acquisition par la coopérative «La Fraternelle» d'une maison située en plein cœur de la cité haut-jurassienne qui a permis dès 1894 d'y installer en un lieu central ce symbole du mouvement ouvrier socialiste et de le transformer progressivement en Maison du Peuple sur le modèle belge de Bruxelles, et surtout de Gand. Le mouvement socialiste local s'était développé à partir de la structure des cercles, et ceux-ci allaient ainsi pouvoir enfin trouver un espace leur permettant de s'épanouir. Des architectes[2] furent donc mandatés pour construire une véritable Maison du Peuple s'intégrant au parcellaire existant afin que le mouvement ouvrier sanclaudien dispose symboliquement de sa *«cathédrale des temps nouveaux»*[3] et puisse ainsi s'affirmer dans la cité.

---

1. Voir par exemple le volume VIII de l'*Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, Paris, 9 tomes en 11 volumes, 1912-1913.
2. Un premier projet de Charles Meunier sera ensuite redimensionné et mieux intégré aux moeurs locales par Paul Mouret qui réalisera l'étape cruciale de 1908.
3. Voir Alain Mélo, *op. cit.*, p. 45. Il s'agit ici d'une expression du dirigeant socialiste belge Emile Vandervelde qui aimait comparer la Maison du Peuple de Bruxelles à une cathédrale.

Dès l'inauguration du nouveau bâtiment en 1910, les diverses activités attendues dans la structure ouvrière vont enfin pouvoir se déployer. L'architecte Paul Mouret continuera de suivre les développements de l'entreprise jusqu'en 1928, c'est-à-dire pendant toute la période de son expansion. Outre les activités coopératives proprement dites, on retrouvera donc dans les locaux de la rue de la Poyat de Saint-Claude un café, un théâtre, des salles de réunion et de répétition permettant d'accueillir une Bourse du Travail, une bibliothèque, une Université ouvrière, des fanfares et d'autres associations culturelles ou structures de sociabilité ouvrière. «La Fraternelle» s'étendra même au travers de succursales qui diffuseront l'idéal socialiste dans la région haut-jurassienne.

L'ouvrage d'Alain Mélo, richement illustré et d'une présentation très agréable, constitue le catalogue d'une exposition réalisée dans les locaux mêmes de *«La Fraternelle»* au cours de l'été 1995. Il aborde l'histoire du mouvement ouvrier sanclaudien sous l'angle architectural et patrimonial en présentant les grandes articulations de la transformation progressive du bâtiment de la Maison du Peuple, qui a été fort heureusement inscrit à l'«Inventaire supplémentaire des monuments historiques»[4]. Cette approche était pertinente et bienvenue dans la mesure où la situation et la présence imposante du bâtiment en question au cœur même de Saint-Claude n'est pas sans signification sur le plan symbolique. Il serait évidemment réjouissant qu'elle puisse être encore complétée par d'autres études sur l'histoire, si prometteuse, du mouvement ouvrier sanclaudien[5].

Aujourd'hui, la structure coopérative proprement dite a été emportée par une faillite, mais une Association «La Fraternelle» a heureusement hérité en 1984 des locaux de la Maison du Peuple pour y organiser diverses activités culturelles et en assurer la conservation patrimoniale. Elle gère également un fonds d'archives exceptionnel, dont Alain Mélo s'occupe depuis 1994 (voir ci-contre).

---

4. *Ibid*, p. 8.
5. Une bibliographie des études existantes, notamment quelques travaux universitaires qui n'ont pas été publiés, est également proposée à la fin de l'ouvrage, pp. 103-105.

Les Archives de la Maison du Peuple de Saint-Claude

Les collections d'archives de la Maison du Peuple rassemblent la documentation produite par les différentes organisations ouvrières dont les sièges avaient été installés dans les locaux inaugurés en 1910. On trouve ainsi quatre grandes séries de sources:

- les archives des coopératives de consommation, essentiellement celles de La Fraternelle (1881-1966), des Coopérateurs du Jura (1966-1984) et des entreprises qui fusionnèrent à diverses époques, couvrant deux régions géographiques principales, le Haut-Jura de Saint-Claude et de Morez (Jura) et le secteur d'Oyonnax (Ain); nous possédons aussi, en dépôt, les archives de deux coopératives de consommation, l'une de Thonon-les-Bains et l'autre de Chamonix (Haute-Savoie);
- les archives syndicales, dont deux fonds importants, celui de la Chambre syndicale des ouvriers diamantaires de Saint-Claude, fondée en 1884, et celle du syndicat Le Travail (tourneurs sur bois et sur corne, et pipiers), fondé en 1893; mais également la documentation des petits syndicats qui participèrent à la structuration autour de la CGT dès 1908-1910: cette série regroupe une quantité de documents émanant de nombreux groupements syndicaux, depuis le nord de l'Isère, la partie orientale du département de l'Ain et le Jura; à ce type de sources, rattachons la documentation émise par la Bourse du Travail dès sa création en 1905;
- les archives du Parti socialiste, dont la correspondance depuis 1898, et les documents de la gestion du journal *Le Jura* dès 1919; les collections du journal (1897-1947), malheureusement incomplètes pour le tournant du siècle; de nombreuses affiches électorales et documents annexes, surtout pour la période 1920-1939;
- les archives des groupements «culturels», Cercle ouvrier (1878-1884), Cercle du travail (1893-1900), chorales, fanfares, associations sportives, bibliothèque, Enfants du Peuple (1902-1939)...

Cet ensemble de sources – environ 200 mètres linéaires – couvre ainsi la période comprise entre 1878 et 1984, sans hiatus important, même si certaines carences sont à déplorer. D'autre part, il faut signaler les relations internationales du mouvement, notamment avec la Flandre belge, Anvers et Amsterdam, essentiellement au travers des fonds du syndicat diamantaire; ce dernier fut également en relation avec la région de Genève, puisqu'à la base de la création temporaire d'une Union franco-suisse des diamantaires au début du siècle.

Le classement de ce fonds, essentiel pour l'histoire contemporaine de la région de Saint-Claude, est en cours depuis 1994, selon les normes préconisées par les Archives nationales pour l'organisation des archives d'entreprises et d'associations. Il est réalisé en liaison avec le directeur des Archives départementales du Jura.

L'accès en est possible sur rendez-vous et dans la mesure permise par l'état du classement. Renseignements à la Maison du Peuple de Saint-Claude, Association «La Fraternelle», 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude (France), tél. et fax 03 84 45 42 26.

Alain Mélo

« USAGE PUBLIC DE L'HISTOIRE », « BON USAGE DU PASSÉ » ET HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Charles Heimberg

- Nicola Gallerano (a cura di), ***L'uso pubblico della storia,*** Milan, Franco Angeli, 1995, 240 p.

- Jean Chesneaux, ***Habiter le temps. Passé, présent, futur : esquisse d'un dialogue politique***, Paris, Bayard Editions, 1996, 344 p.

L'« usage public de l'histoire »

Le terme d'usage public de l'histoire, qui a donné son titre à la publication des Actes d'un colloque tenu à Rome il y a quelques années [1], avait été introduit par Jürgen Habermas à l'époque de l'*Historikerstreit* (la querelle des historiens allemands sur l'interprétation du nazisme). S'interrogeant sur Auschwitz et la possibilité d'en assumer la responsabilité historique, le philosophe allemand avait fait valoir la singularité des crimes nazis pour s'opposer à ceux qui aspiraient à les relativiser. Pour cela, il avait déclaré parler à la première personne. Or, *« il ne faut pas confondre cette arène dans laquelle nul, parmi nous, ne peut prétendre à la neutralité, avec un débat entre chercheurs tenus d'adopter, au cours de leur travail, le point de vue de l'observateur qui parle à la troisième personne »* [2].

De son côté, le regretté Nicola Gallerano, qui a été le principal organisateur du colloque romain, mais aussi celui qui a le plus fait progresser depuis lors la problématique de l'usage public de l'histoire [3] a affiné ce concept et dépassé la stricte séparation entre espace politique et recherche scientifique en montrant que cet usage public n'est aucunement condamné à ne correspondre qu'à des manipulations, et qu'il n'y a donc pas lieu de le *« rendre démoniaque par principe »*. A ses yeux, en effet, il peut avoir des conséquences négatives ou positives, être aussi bien trompeur que salutaire. Dans les faits, il comprend non seulement la présence de l'histoire dans les champs médiatique (journalisme, télévision, publicité, etc.) et culturel (théâtre, littérature, cinéma, etc.),

---

1. Il a eu lieu du 1er au 3 mars 1993 dans le cadre de l'Irsifar (Institut romain pour l'Histoire de l'Italie du Fascisme à la Résistance).
2. Jürgen Habermas, «De l'usage public de l'histoire», in *Ecrits politiques. Culture, droit, histoire*, Paris, Cerf, 1990, pp. 187-197 (194 pour la citation). Il s'agit de la traduction d'un article publié dans *Die Zeit* le 7 novembre 1986.
3. Nicola Gallerano est décédé prématurément au printemps 1996. Voir l'hommage qui lui a été rendu dans *Passato e presente*, n° 39, 1996, pp. 105-133.

mais aussi au niveau de l'enseignement et surtout de la mémoire[4]. Dans ces domaines sensibles, proches de la sphère politique et de la formation de l'opinion publique, il apparaît alors nécessaire de promouvoir un usage public de l'histoire qui évite les manipulations et les analogies douteuses, qui soit *« conscient et critique, capable de remettre en question l'opacité et l'éternité du passé pour l'affranchir de la tyrannie du présent »*.

Cette démarche critique et plurielle est bien celle qui est adoptée par les différents auteurs regroupés dans le volume, même si on sent bien qu'il ne s'agit parfois que d'une première ébauche dans un vaste domaine d'étude. Le thème de la mémoire y domine, de même que celui de l'histoire médiatique. De fait, ces réflexions s'inscrivent dans un contexte de grands bouleversements où l'histoire du temps présent est devenue encore plus nécessaire[5], ce qui ne manque pas d'amplifier le rôle de cet usage public de l'histoire, et la nécessité de le prendre en compte. Elles débouchent parfois sur des enjeux identitaires où le besoin de mémoires particulières nous ramène à la réalité d'une historiographie qui reflète bien souvent les dominations sociales existantes. Enfin, on pourra regretter qu'une seule contribution ait abordé un thème crucial et très complexe qui nous paraît au cœur de la problématique de l'ouvrage, celui de l'histoire enseignée, de ses finalités et de ses enjeux.

Dans son article introductif, Gallerano évoque deux phénomènes paradoxaux : *« d'un côté une éradication accentuée et diffuse du passé, une "mise au présent" totale pour ainsi dire et, de l'autre, une hypertrophie des références historiques dans le discours public »*[6]. Cette mise à plat, ce refus du passé – opérés en quelque sorte en s'y référant constamment – conduisent même parfois à de plus subtiles négations sous la forme d'*« amnésties de la mémoire »*[7]. Ce paradoxe, qui est aussi celui d'une « crise » de l'histoire ressentie à un moment où celle-ci ne s'est apparemment jamais si bien portée[8], fait également partie des constats et des préoccupations du dernier ouvrage de l'historien Jean Chesneaux.

---

4. Sur le thème de la mémoire, voir aussi Nicola Gallerano, «Memoria pubblica del fascismo et dell'antifascismo», in *Politiche della memoria*, Rome, Manifestolibri, 1993, pp. 7-20. C'est d'ailleurs à partir de ses travaux sur le fascisme et l'antifascisme que Gallerano a développé ses réflexions sur l'usage public de l'histoire.

5. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, sur ce thème, on retrouve beaucoup de ces auteurs dans les Actes d'un autre colloque remontant à novembre 1991. Voir Giovanni De Luna (a cura di), *Insegnare gli ultimi 50 anni. Riflessioni su identità e metodi della storia contemporanea*, Scandicci (Florence), La Nuova Italia, 1992.

6. La conférence introductive de Nicola Gallerano a été publiée en français par la revue *Diogène*, dans le n°168 consacré à la responsabilité sociale de l'historien, pp. 87-106. Toutes les citations sont tirées de ce texte (respectivement des pp. 90, 106 et 97).

7. Contraction de l'amnésie et de l'amnistie de la mémoire proposée par Remo Bodei à propos de cette fameuse éradication qu'il perçoit aussi comme une négation du passé collectif et social. Voir Nicola Gallerano (a cura di), *op. cit.*, p. 39.

8. Voir Gérard Noiriel, *Sur la «crise» de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, par exemple pp. 9-12.

« Le bon usage du passé »

La question de la perception des temporalités et de leurs simplifications est en effet au centre des réflexions d'*Habiter le temps*, un essai de Chesneaux qui constate combien ce temps est aujourd'hui effacé par les nouvelles technologies, la mondialisation et le culte de l'instantané qu'elles suscitent. Il relève aussi combien cette négation du *« temps-compagnon »* correspond à une incapacité de concevoir les durées et la relation du présent avec le passé et le futur.

La problématique de la mémoire et du rôle de l'histoire au sein de l'espace démocratique est abordée autour de l'hypothèse d'un *« bon usage du passé »*. On comprend bien que le rôle des historiens ne peut qu'être central dans cette réappropriation du temps et de sa substance. Mais il n'est pas forcément évident d'en décrire les modalités. En fait, *« le passé ne mérite attention que s'il ouvre vers l'avenir à travers les incontournables contraintes du présent »*. C'est donc en revendiquant clairement la nécessité de ces interactions entre les trois instances du temps que sont le passé, le présent et l'avenir que Jean Chesneaux aborde cette question de l'usage du passé. Pour ce faire, il nous rend attentifs à la pluralité de ce passé, aux contradictions significatives qu'il peut nous révéler (comme ce 8 mai 1945 qui prend un tout autre sens à Paris fêtant la victoire et à Sétif, où des émeutes réprimées dans le sang annoncent alors de nouvelles guerres), et aussi au fait qu'il ne doit pas nous donner des leçons, mais *« être un champ d'expériences, ouvert dans son principe même aux virtualités plurielles de l'avenir »*[9]. Dans le même sens, la connaissance du passé devrait nous amener à penser le présent dans sa singularité, le souci d'éviter les anachronismes pouvant s'appliquer non seulement du présent au passé, mais aussi du passé en présent, ce qui devrait permettre de mieux prendre en compte tout ce qui est vraiment inédit dans notre environnement.

L'auteur émet donc l'hypothèse de l'existence d'un temps citoyen, susceptible de préparer l'avenir, et qui devrait être réfléchi collectivement. La conscience et la maîtrise de ce temps seraient ainsi devenues un enjeu démocratique, et même une nécessité pour l'invention du futur et la préservation des espérances. Le livre de Jean Chesneaux comprend bien d'autres réflexions, notamment sur la perception particulière du temps des régimes dictatoriaux et non démocratiques. Sans suivre nécessairement la totalité de ses affirmations, dont toutes ne pouvaient pas être suffisamment précisées et justifiées dans les limites d'un tel essai, nous pouvons souligner combien cet ouvrage constitue une source stimulante pour toute pratique de l'histoire s'intéressant également, comme cela devrait être toujours le cas, aux hommes du présent[10].

---

9. Jean Chesneaux, *op. cit.*, pp. 169 et 168.
10. Sur ce point, l'auteur en appelle à juste titre à un retour à Marc Bloch. *Ibid.*, pp. 137 et 321.

Et l'histoire du mouvement ouvrier

Ces réflexions qui relient la pratique de l'histoire aux contradictions quotidiennes de la société civile ont sans doute beaucoup de sens en ce qui concerne l'objectif essentiel des Cahiers de l'AEHMO, le développement de l'histoire du mouvement ouvrier.

Tout d'abord, il est utile dans une structure démocratique que soient aussi prises en compte l'histoire et la mémoire des «dominés» et des «vaincus»[11]. Cela est nécessaire, évidemment, pour la critique du temps présent et de la manière dont y est affrontée la question sociale, mais aussi pour une compréhension plus générale de la société. En ce qui concerne tout particulièrement la mémoire, on ne peut bien sûr que souhaiter qu'elle serve à éviter les occultations et les oublis, mais il importe aussi qu'elle ne soit pas figée et puisse intégrer une dimension de pluralité. En ce sens, c'est bien à une mémoire nourrie par les apports continuellement renouvelés de l'histoire critique et susceptible de dégager des perspectives d'avenir ouvertes et progressistes que nous devrions chercher à contribuer dans nos recherches historiques. Ainsi, les réflexions de Gallerano et Chesneaux sur l'usage public de l'histoire, le bon usage conscient et critique du passé ou la prise en compte du temps dans nos pratiques citoyennes sont sans doute très utiles à bien des égards.

En outre, nous ne devrions pas nous contenter d'envisager l'histoire du mouvement ouvrier pour elle-même, sans chercher à l'inscrire et à la comprendre dans une histoire sociale plus globale interrogeant l'ensemble de la société. En effet, comme l'a bien souligné Marc Bloch, *« la science ne décompose le réel qu'afin de mieux l'observer, grâce à un jeu de feux croisés dont les rayons constamment se combinent et s'interpénètrent. Le danger commence quand chaque projecteur prétend à lui seul tout voir; quand chaque canton du savoir se prend pour une patrie »*[12]. Remarquons aussi que le hasard des formules nous rappelle ici que cette ouverture – qui est aussi une invitation à un travail collectif – devrait être non seulement thématique, mais aussi géographique, afin d'éviter d'enfermer l'histoire du mouvement ouvrier dans des réalités locales qui l'ont certes beaucoup définie mais ne sauraient pour autant en permettre une compréhension aboutie.

---

11. Voir par exemple les Mélanges offerts à Marc Vuilleumier: *Pour une histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, excluEs et rebelles en Suisse. 19-20e siècles* (textes réunis et présentés par Jean Batou, Mauro Cerutti et Charles Heimberg), Lausanne, Editions d'En Bas, 1995.

12. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien* Paris, Armand Colin, 1993 (édition originale posthume: 1949), p. 163

■ Jean-Claude PIGUET, ***Les faiseurs de musiques : histoire de la boîte à musique à Sainte-Croix***, Ed. du Journal de Sainte-Croix et environs, 1996, 433 p., ill.

Récit folklorique produit par un aimable amateur? Avatar d'une certaine conception de la «Nouvelle Histoire» érigée en dogme et pour laquelle l'histoire diachronique du corset l'emporte de cent coudées sur les Traités de paix de 1919? Non point. Car à travers l'histoire des objets à rêver que furent et demeurent ces boîtes à mélodies aux sons métalliques et au rythme saccadé, Jean-Claude Piguet, Saint-Crix lui-même et attaché à ses Montagnes, a tenté une approche certes technologique, mais surtout – il justifie ces choix dans son propos liminaire – économique, sociale, démographique, voire culturelle au sens large. Une histoire de machines mais surtout d'hommes et de femmes, de fabricants et d'ouvriers. C'est à ce titre que l'ouvrage peut tout particulièrement nous intéresser. Nous voici donc devant l'une des ces monographies «locales» qui s'ouvrent sur des problématiques bien plus vastes. A titre d'exemples: nécessité de désenclaver une région isolée, et donc importance des voies de communication (le chemin de fer Yverdon-Sainte-Croix en 1893); attitude – circonspecte ou dynamique – des autorités cantonales face à la promotion du développement économique; mutations du mode de production et du tissu industriel; débats sur le libre-échangisme, répercussions sur l'industrie régionale des grands cycles de prospérité et de crise mondiaux, etc. Mais aussi l'émergence, à côté d'un *savoir-faire* ouvrier qui est source légitime de fierté, d'une *conscience de classe* et la difficile gestation du syndicalisme local.

Résumons pour les profanes (j'en étais!), et à fort grands traits, l'histoire de ces machines qui «égrènent une mélodie grâce au mécanisme des lames d'un clavier vibrant au contact des goupilles d'un cylindre»... Introduites de Genève à Sainte-Croix en 1808, elles relèguent vite au second plan une agriculture difficile sur un chiche sol d'altitude, la dentellerie ainsi qu'une horlogerie qui avait remplacé dès le XVIIIe siècle l'extraction du minerai de fer, sans avoir jamais la prééminence comme dans les Montagnes neuchâteloises. Le dernier quart du XIXe est l'heure de gloire des «grandes boîtes» fort complexes sur le plan technologique, capables de reproduire des dizaines de mélodies: celles que les plus anciens se souviennent avoir vues, dans les gares, avec leurs petites danseuses tournoyant au son d'un air mécanique. Sainte-Croix peut légitimement revendiquer le titre de «capitale mondiale de la boîte à musique»! Mais le tournant de notre siècle verra l'apparition d'un appareil révolutionnaire dans l'histoire du son: le phonographe. Celui-ci supplantera inexorablement les grands coffrets à cylindre qui ne reproduisent qu'imparfaitement les instruments de musique. Dès lors une mutation économique s'impose. A côté du tourisme naissant – l'Hôtel d'Espagne n'offre-t-il pas «chauffage – lumière électrique» et «forêts de sapins à proximité»?.... – les industries se reconvertissent dans la machine à écrire (Paillard et la fameuse Hermès) ou le tourne-disques (Thorens). Après les dures

années de la Première Guerre mondiale et de la grande crise, la boîte à musique connaît à Sainte-Croix une dernière grande période de prospérité... et son chant du cygne, avec les «petites boîtes» produites mécaniquement, intégrées dans des jouets et d'innombrables gadgets. En 1957, la commune atteint son apogée démographique, avec 7443 habitants (environ 2500 en 1808, 6000 vers 1890). Concurrence japonaise, fusions, rachats par Eumig puis Olivetti, fermetures d'entreprises portent un coup terrible à Sainte-Croix (4500 habitants aujourd'hui), qui ne s'en est pas remise. «Bel ouvrage», dans le sens que des ouvriers hautement spécialisés donnaient à leur travail, ce livre réalisé sur les presses du petit mais combatif *Journal de Sainte-Croix* ne constitue-t-il pas, en soi, un défi, une promesse d'avenir et une affirmation de lutte d'une population pour sa survie?

Lutte: le mot est lancé, qui sous-tend le récit et l'analyse de Piguet. Pour les marchés, pour le renouveau technologique. Lutte encore, pied à pied, d'une classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions salariales et finalement pour le maintien des emplois locaux. Sans doute l'étude de Jean-Claude Piguet n'est-elle pas exempte de quelques faiblesses et longueurs. Le propos eût gagné ici et là à être plus synthétique. Mais nous sommes face à un véritable travail de recherche, que son auteur (fort engagé dans de multiples activités politiques et rédactionnelles par ailleurs) a mené avec opiniâtreté. Ainsi, pour la deuxième partie de l'ouvrage, faite de 48 monographies d'établissements ayant fabriqué des boîtes à musique, il fut confronté à une carence d'archives industrielles que notre Association n'a cessé de déplorer! Notons enfin le bon usage des sources et en particulier du journal local, la richesse de l'illustration et la lisibilité bienvenue des schémas, courbes de production, de population, etc. qui souvent rebutent le non-spécialiste. Un beau livre donc, un livre utile, qui devrait trouver ses lecteurs non seulement dans la population de la région et chez d'anciens ouvriers nostalgiques, mais encore dans le cercle plus large des personnes intéressées par l'histoire économique et sociale du canton de Vaud.

Pierre Jeanneret

■ Christine GAGNEBIN-DIACON, ***La fabrique et le village: la Tavannes Watch Co (1890-1918)***, Porrentruy, Cercle d'Etudes historiques de la Société jurassienne d'émulation, 1996.

La «Tavannes Watch Co» fut l'une des grandes fabriques et sa marque *Cyma* l'un des fleurons de l'industrie horlogère jurassienne de la première moitié du XXe siècle. Dans le cadre d'un mémoire de licence présenté à l'Université de Lausanne en 1987, sous la direction du professeur François Jéquier, Christine Gagnebin-Diacon, aujourd'hui rédactrice de la *Vie protestante*, avait réalisé une étude sur les débuts de cette entreprise intitulée: *Naissance et croissance de la Tavannes Watch Co (1890-1918). Perspectives sociales.* Estimant que cette monographie, qui apporte une contribution intéressante à l'histoire économique et sociale du Jura horloger, méritait d'être largement connue, le Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation l'a publiée, dans la collection *Cahiers d'études historiques*, sous le titre *La fabrique et le village: la Tavannes Watch Co (1890-1918).*

L'ouvrage retrace, en première partie, la création et l'essor impressionnant de cette fabrique fondée par la Bourgeoisie de Tavannes, dirigée et développée par Henry Sandoz, un technicien horloger venu du Locle, et dont le financement et la commercialisation des produits furent assurés par les familles Schwob de La Chaux-de-Fonds. Les archives de l'entreprise ayant disparu, Christine Gagnebin-Diacon s'est surtout attachée à la dimension sociale de la Tavannes Watch Co, en s'appuyant sur les archives bourgeoisiales et communales, les archives de la FTMH, les journaux locaux et la presse horlogère patronale et syndicale.

Dans la deuxième partie, l'auteur analyse la politique paternaliste mise en place par la direction de l'entreprise, laquelle lui assura non seulement une main-d'œuvre docile, mais également une véritable emprise sur toute la vie économique, sociale, culturelle et politique du village. *«Christine Gagnebin-Diacon,* écrit François Jéquier dans sa préface, *montre clairement l'évolution des pratiques sociales qui s'adaptent à la rapide croissance de la taille de l'entreprise rendue possible par une augmentation du capital-actions de 390000 francs en 1904 à 2500000 francs en 1918, les ouvriers pour leur part passant de 60 en 1892 à près de 2000 à la fin de la guerre.»*

La troisième et dernière partie évoque les *«premiers balbutiements de la contestation ouvrière»*. Les premières tentatives d'organisation syndicale échouent. La FOMH devra attendre les dernières années de la Première Guerre mondiale pour s'implanter véritablement dans la fabrique. *«Dans les dernières pages de son beau livre,* relève François Jéquier, *elle laisse poindre la percée des idées socialistes et syndicalistes en 1918, si longtemps condamnées, bel exemple des limites du paternalisme confronté à l'obsession d'une paix sociale qui n'est jamais gagnée.»*

En plus d'un appareil critique conforme aux règles de l'art, une série de documents en annexe ainsi qu'une vingtaine d'illustrations complètent judicieusement le texte.

François Kohler

On peut se procurer le livre (Fr. 29.- + port et emballage) auprès de la Société jurassienne d'émulation, rue de l'Eglise 36, 2900 Porrentruy, tél. 032/466 92 57.

■ Charles HEIMBERG, ***L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914),*** Genève, Editions Slatkine, 1996, 610 p.

Si, comme l'affirme Madeleine Rebérioux, *« ce beau livre sur le mouvement ouvrier genevois* [...] *se passerait aisément de préface »*, puisse-t-il susciter de nombreux comptes rendus, même dus à des plumes de notoriété moindre que celle de la préfacière. En effet, la thèse de Charles Heimberg séduit, non seulement par l'évocation vivante d'un monde ouvrier en pleine affirmation de soi, mais encore par la méthode d'analyse et le ton sur lequel s'exprime l'historien. Lui-même définit sa démarche comme *« se situant à mi-chemin entre l'histoire politique et l'histoire des mentalités »* (p. 38), une enquête fondée sur le dépouillement systématique de la presse ouvrière, tant politique que syndicale, et des incursions dans les archives de l'Etat de Genève, peu loquaces semble-t-il sur le monde ouvrier, hormis les sources policières qui remplissent leur fonction habituelle de miroir déformant comme l'hypocrisie rend hommage à la vertu.

Au préalable Charles Heimberg aura brossé le portrait d'une ville en pleine expansion démographique, avec une forte immigration étrangère, qui se remet difficilement de la crise de son traditionnel secteur horloger, et où se fondent de nouvelles entreprises métallurgiques (Société des Instruments de Physique ou les futurs Sécheron et Ateliers des Charmilles) sans pour autant donner à Genève les traits d'une agglomération industrielle. Ce même chapitre, intitulé «Le terreau», évoque l'air du temps et la prépondérance politique des radicaux encore marqués à gauche, sous la houlette de Georges Favon et dans l'influence de la grande République voisine, mais déjà ralliés, comme au plan suisse, à un discours historique plus conservateur et nationaliste, manifeste lors de la célébration du premier 1er août et de la mise sur pied de l'Exposition nationale de 1896.

Viennent ensuite les deux chapitres clés de l'ouvrage, le premier consacré à l'analyse de la culture et la sociabilité ouvrières, dans lequel l'historien pose la question *« de l'existence d'une force sociale nouvelle, capable d'une certaine autonomie de pensée et de fonctionnement* [...] *au sein d'une société en pleine transformation »*, et de se demander *« si oui ou non elle a bien eu conscience de cette problématique, et de sa situation à son égard »* (pp. 121-122); quant au chapitre « Identité », il passe en revue les symboles (couleurs et drapeaux rouges), les fêtes (Premier Mai), les commémorations (la mort de Lassalle), par lesquels le monde ouvrier affirme sa différence. L'auteur procède par approches successives, donnant largement la parole aux travailleurs eux-mêmes : éditorialistes de la presse militante, tel l'anarchiste Louis Bertoni, leaders syndicaux ou députés socialistes, comme Louis Héritier, Jean Sigg, Adrien Wyss, ou correspondants souvent anonymes du courrier des lecteurs. L'historien cite, questionne le document, recrée les débats, souligne les clivages ou les contradictions, constatant au terme de son observation que le mouvement ouvrier, en trente ans, s'est émancipé de la mouvance radicale et de la dépendance de la philanthropie bourgeoise, pour apparaître comme une force autonome capable de convaincre et de réaliser, mais que son action demeure entravée par des divisions internes entre social-démocratie et anarchisme, syndicalisme réformiste et révolutionnaire, entre ouvriers nationaux et travailleurs immigrés, divisions particulièrement sensibles quand le socialiste Fritz Thiébaud accède au Conseil d'Etat à la faveur d'une alliance avec les radicaux, et au moment de la grève des maçons de 1903.

Ce constat en demi-teinte, Charles Heimberg pourra le reformuler et le préciser après avoir entraîné son lecteur dans une suite de chapitres aux thèmes plus particuliers, comme la présentation de la biographie publique du Dr. Adrien Wyss ou l'examen de questions largement débattues qui mettent en jeu les valeurs sociales, l'alcoolisme, la prostitution, la place des femmes, la prévention des naissances, l'éducation et la formation, la paix et l'armée. Ces pages, enrichies d'un précieux matériel documentaire, rendent à l'histoire sa dimension concrète, stimulent le goût de la réappropriation du passé, sans perdre de vue le dessein général du livre, qui est de mesurer la place acquise dans la cité par le mouvement ouvrier, et non de décrire sa condition sociale ou l'évolution des idées.

Il s'agit, en effet, pour l'historien de procéder à un acte nécessaire de mémoire, et au citoyen de s'interroger sur l'état des forces progressistes, hier et implicitement aujourd'hui. Ce double mouvement assigné à l'histoire, Charles Heimberg le réussit parfaitement en se gardant de tout didactisme, sachant concilier le regard de l'empathie et celui de la critique, respectant les acteurs du passé comme la liberté du lecteur.

Michel Busch

L'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, conférences, expositions, publications, etc.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés: partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc. Elle aborde ces questions sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature (textes, manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc.) concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne-Dorigny; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits.

Depuis 1984, elle publie des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier.

En adhérant à l'Association, en la soutenant financièrement (cotisation minimale Fr. 25.- pour les membres individuels, Fr. 100.- pour les membres collectifs, cette somme comprenant la livraison du Cahier), en lui confiant les documents que vous possédez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.